

LES TRAVAILLEURS DE L'ETUSA À ALGER EN COLÈRE

Cession en vue de la gestion des téléphériques à un partenaire étranger

La gestion des téléphériques de la capitale sera-t-elle cédée à un partenaire étranger, plus précisément français ?

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Pour les travailleurs de l'entreprise, l'interrogation n'a pas lieu d'être, eux qui, justement, soupçonnent leur direction d'avoir engagé des pourparlers avec un partenaire étranger.

Des discussions et des tractations qui seraient tout prêt d'être finalisées et les travailleurs avancent même une date, celle du 1^{er} Mai prochain, pour la cession officielle de la gestion des téléphériques de la capitale à Poma Galsky.

Une cession que les 7 sections syndicales de l'entreprise (siège, maintenance, transport universitaire, chauffeurs et receveurs, contrôleurs et logistique)

tout récemment mises sur pied, assimilent tout simplement à du «bradage» de ce qu'ils considèrent comme étant «un patrimoine hautement symbolique de l'ex-RSTA».

De ce fait, elles soutiennent «rejeter tout projet de cession de cet outil de travail, fierté des Algérois, comme ce fut le cas du tramway», quitte à engager un bras-de-fer avec la direction en menaçant d'observer une grève, tout prochainement.

Pour Nazim Aouiche, secrétaire général de la section syndicale de l'unité d'El Harrach (transport universitaire), «il n'est pas question pour les travailleurs de se laisser faire comme ce fut le cas pour le



Le téléphérique, un patrimoine hautement symbolique de l'ex-RSTA.

tramway cédé à la STRAM». d'ailleurs, à imputer le retard Notre interlocuteur tiendra, délibérément mis par l'adminis-

tration de l'entreprise, pour la confection des griffes des diverses sections syndicales, tout récemment créées, sur le compte de «la volonté de la direction, de mener à bon port le projet de cession prévu pour être finalisé le 1^{er} Mai prochain».

Du côté de la direction générale de l'ETUSA, c'est motus et bouche cousue.

La chargée à la communication au sein de l'établissement s'est, au premier contact, montrée disponible pour parler du sujet avant de se «ressaisir» et a promis d'en discuter dans «quelques minutes».

Une seconde conversation qui n'aura, malheureusement pas lieu, notre interlocutrice ayant préféré ne pas répondre à nos incessants rappels.

M. K.

16^e ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DU MÉDICAMENT ET DE L'ÉQUIPEMENT MÉDICAL D'ORAN

248 firmes et 26 pays attendus

C'est ce 17 avril et jusqu'au 20 du mois en cours qu'ouvriront les portes de la 16^e édition du Salon international du médicament et de l'équipement médical (SIMEM), au Centre des conventions d'Oran, avec pas moins de 96 exposants, entre firmes et représentants de produits médicaux, de réactifs de laboratoire, de fluides médicaux, médicaments et équipements d'imageries médicales etc.

La société Krizalid, organisatrice de ce rendez-vous de professionnels, annonce une augmentation de 29% de participants par rapport à l'édition précédente. Si les Algériens seront majoritaires avec pas moins de 52 exposants, il est à noter que la participation étrangère est importante et se répartit entre 42% venant d'Europe pour 13 pays, 23% d'Asie avec 6 pays, 10% des Amériques pour 4 pays et 24% Algériens.

A noter aussi la présence pour cette 16^e édition, d'un pavillon officiel polonais qui regroupera 14 sociétés et qui organisera une journée de conférences autour des opportunités de partenariat dans le domaine des équipements médicaux.

Un pavillon officiel français est également prévu avec l'organisme Ubifrance. L'Autriche bien que n'ayant pas de pavillon officiel, sera présente à travers son service commercial rattaché à l'ambassade.

Ce salon confirme la tendance de ces dernières années, à savoir celle que les représentants de fabricants d'équipements médicaux dominant largement. Le secteur du médicament, de par la complexité et les règles liées à l'importation et la fabrication de médicaments sont de plus en plus rares à cette manifestation.

Dans la liste des produits qui seront présentés pour cette 16^e édition, figurent également des produits dits de confort, des appareils de bien-être, de massage, et tout ce qui relève des matériels et consommables de chirurgie, de diagnostic etc.

A noter que pour l'édition précédente, 7 000 visiteurs y avaient été enregistrés.

Fayçal M.

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Le ciment booste les importations

La facture des importations de matériaux de construction est actuellement en baisse, même si les quantités importées sont en nette hausse.

Cette tendance est boostée par les importations de ciment qui ont augmenté de 94,67% pour un total de 244,4 millions de dollars. Ainsi et durant les deux premiers mois 2013, la facture a atteint 449,23 millions de dollars, soit une baisse de plus de 11,7% par rapport à la même période de l'année écoulée. Ceci en dépit d'une hausse des quantités importées de ciment notamment, a annoncé hier l'APS, représentant des statistiques du

Centre national de l'informatique et des statistiques (Cnis) des Douanes algériennes. Ainsi les quantités importées des principaux matériaux de construction tels que le ciment, le bois et l'acier sont passées de 958.931 tonnes durant les mois de janvier et février 2012 à 1,143 million de tonnes durant la même période de cette année, ce qui représente une hausse de 19,2%. Le ciment fortement consommé au vu des

projets en cours, notamment ceux du domaine de l'habitat, voit ses importations en hausse constante.

Ce processus a été entamé au cours de l'année dernière précise l'APS, et les importations ont presque doublé. Leurs valeurs étant passées de 20,14 millions de dollars à 39,14 millions de dollars au cours des deux premiers mois de l'année en cours.

Les quantités importées ont par ailleurs connu une hausse de plus 103%, selon le Centre national de l'information et des statistiques

des Douanes. Pour ce qui est des importations de fer et d'acier destinés à la construction, elles sont évaluées à 296 millions de dollars en début d'année soit 442 266 tonnes, contre 367,75 millions de tonnes en 2012.

Concernant le bois, les importations sont estimées à 113,9 millions de dollars pour 230 977 tonnes pour ce début d'année 2013. De ce fait, les importations des matériaux de construction sont en augmentation de 12% pour cette année.

Synthèse F.-Z. B.

BOUIRA

Sit-in des gardes communaux licenciés

Les gardes communaux injustement licenciés veulent interpeller les responsables pour les réhabiliter dans leurs droits

«Pour avoir dénoncé un cas d'abus de pouvoir, je me suis retrouvé, avec 18 autres de mes collègues, à la porte sans aucune forme de procès.» «En 1999, parce que j'ai osé dénoncer le chef de brigade de la gendarmerie de Zriba qui m'appelait par mon nom dans le talkie-walkie alors que j'étais sur le terrain avec mes éléments en plein accrochage avec un groupe terroriste, j'ai été traduit en conseil de discipline et mis à la porte.» «Mon cas est pire. J'ai demandé un congé et une autorisation pour partir en vacances en France. On me les a accordés, mais au retour, j'ai appris que j'ai été viré.» «Moi, on m'a viré alors que j'étais en congé de maladie»...

Ce sont quelques exemples du calvaire que des centaines de gardes communaux, qui ont organisé, hier dimanche, un sit-in devant le siège de la wilaya de Bouira, vivent au quotidien depuis leur licenciement abusif. Un calvaire qu'ils vivent en silence depuis des années, sans que personne parmi

les responsables daignent penser à leur sort et à celui de leur progéniture. Hier dimanche, ils étaient devant le perron de la wilaya à attendre le moindre signal de la part des responsables de la wilaya.

Ils sont des centaines de gardes communaux à avoir répondu présents durant les durs moments qu'a vécu l'Algérie, notamment au début des années de terrorisme. Ils sont des centaines à avoir répondu présents pour mener une lutte, sans merci, contre les terroristes, aux côtés des gendarmes et des militaires.

Mais ces vaillants combattants, qui ont pu sauver la République, ont été trahis. Ils se sont engagés dans les corps de sécurité, mais sans aucune assise juridique. L'injustice a frappé plus d'un parmi eux, puisqu'ils sont des centaines à être licenciés abusivement comme ils le disent, suite à une simple saute d'humeur du chef de brigade de la gendarmerie à laquelle ils sont rattachés territorialement, ou, parfois, sur une simple décision de leur tutelle à Bouira. Et aucun d'eux n'a pu regagner son poste. Pas même ceux en faveur desquels la justice a tranché.

Comme c'est le cas des gardes communaux d'Ath-Mansour.

Des situations similaires, ils sont quelque 900 gardes communaux à les vivre dans la wilaya de Bouira. Il sont livrés à eux-mêmes, et même la Coordination nationale des gardes communaux, alors qu'ils ont pris part aux marches qu'elle avait organisées en été dernier, n'a pas jugé utile d'inclure leurs revendications, après que le ministère de l'Intérieur ait répondu favorablement aux doléances des gardes communaux encore en activité ou délibérément mis à la retraite.

Ces gardes communaux injustement licenciés veulent interpeller les responsables qui sont à la tête de ce pays pour les réhabiliter dans leurs droits. Ils demandent une reconnaissance morale pour les sacrifices qu'ils avaient consentis pour la République et matérielle, en leur accordant, au même titre que les autres gardes communaux, une prise en charge effective avec une pension de retraite et des indemnités pour toutes ces années de licenciement abusif. Leur cri sera-t-il entendu ?

H. M.